Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1872.

Renouvellement du contrat de la Compagnie des lits militaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Lorsque, en 1855, la question du coucher des troupes, après avoir été soumise à une commission, composée de Sénateurs, de Représentants et d'officiers, fut portée devant les Chambres législatives, il existait :

20,600	lits complets de la Compagnie des lits militaires.
9,000	— fournis par les villes.
TOTAL . . .	29,600

Cette quantité était de beaucoup au-dessous de ce qu'exigeait le service; néanmoins, le Département de la Guerre crut qu'il suffirait de l'augmenter de 5,050 lits, et la commission mixte, tout en déclarant que ce chiffre ne lui paraissait pas assez élevé, l'admit, mais seulement comme minimum.

Le Gouvernement, autorisé par la loi du 4 juin 1855, conclut avec la Compagnie des lits militaires un nouveau marché pour la fourniture et l'entretien de 25,650 lits, pour un terme de vingt années expirant le 31 décembre 1875, et au prix annuel de 15 francs par lit à une place et de 20 francs par lit à deux places. Ces 25,650 lits, joints à ceux des villes, ont pu suffire jusque dans ces derniers temps parce qu'avant la loi d'organisation de 1868, les hommes des nouvelles classes de milice, désignés pour l'infanterie, étaient appelés sous les armes au mois d'avril ou de mai, et dirigés sur le camp de Beverloo, où ils recevaient des demi-fournitures de l'État et restaient campés jusque dans le mois de septembre. Lorsque ces miliciens quittaient le camp pour entrer en garnison, ceux de la plus ancienne classe sous les drapeaux étaient renvoyés en congé et laissaient des lits complets pour les arrivants.

Il était rare alors que des demi-fournitures dussent être employées d'une manière permanente dans les garnisons, et l'on comprend que le Département de la Guerre, agissant dans des vues d'économie, se soit borné, en 1855, à demander un supplément de 5,050 lits.

Aujourd'hui que les effectifs des garnisons se sont accrus, il n'est plus possible d'assurer le service au moyen des literies existantes. Quelques explications démontreront la réalité de ce fait.

Le Budget de 1856 était établi sur une force de 40,090 hommes; celui de 1872 est basé sur un effectif de 42,925 hommes, soit une différence de 2,835 en plus.

Les miliciens de l'infanterie ne sont plus appelés sous les armes qu'au mois d'octobre et, au lieu d'être envoyés au camp, ils sont dirigés sur les garnisons pour y recevoir l'instruction militaire dans les bataillons auxquels ils appartiennent.

Les miliciens de la classe qui doit être envoyée en congé ne partent que deux mois après l'entrée au service de la nouvelle levée, de sorte que la présence simultanée de la plus ancienne et de la nouvelle classe rend tout à fait insuffisante la quantité des lits complets dont on dispose actuellement; on est forcé d'y suppléer par des demi-fournitures composées de paillasses, de couvertures, de draps, etc., placés sur le sol, et qui constituent un couchage peu convenable, surtout pendant la mauvaise saison.

D'un autre côté, les villes d'Alost, Namur, Ostende, Saint-Nicolas et Tirlemont ont cessé de fournir les literies nécessaires à leurs garnisons. Il en est résulté une diminution de 2,000 lits sur la quantité de 9,000 qui était en service en 1855.

Voici quelle est aujourd'hui la situation des choses :

Pendant deux mois environ, à partir du 1^{er} octobre, il faut pourvoir de lits. 56,800 hommes.

Or, le Département de la Guerre dispose :

1^o De 25,650 lits complets de la Compagnie, qui se réduisent à 25,150, parce que 500 sont ordinairement en réparation ;

2^o De 7,000 lits complets des villes, soit le coucher de . 52,150 »

de manière que les hommes couchés sur des demi-fournitures de l'État sont au nombre de. 4,650 »

Cette situation, qui s'est produite à l'arrivée sous les armes des miliciens de la classe de 1871, soulève des plaintes fondées. Le meilleur moyen d'y mettre un terme est d'augmenter le matériel de la Compagnie des lits militaires de manière à ne pas devoir recourir, en temps ordinaire, aux demi-fournitures de l'État; ce but serait atteint en augmentant de 5,550 les 24,450 lits à une place que fournit la Compagnie.

L'Administration disposerait alors de :

Lits complets de la Compagnie	{ à 1 place 30,000 } 51,200	
	{ à 2 places 4,200 }	
Lits complets des villes		7,000
	TOTAL.	<u>58,200</u>

La Compagnie des lits militaires n'ayant plus que quatre à cinq ans de bail, il est évident qu'elle n'aurait pas consenti à une augmentation pure et simple de son matériel; mais j'ai pensé que si on lui offrait, dès à présent, une prolongation de vingt années, la perspective de stabilité assurée à ses capitaux pour un terme de vingt-quatre à vingt-cinq ans l'engagerait à accepter l'extension de son matériel et l'amènerait peut-être à consentir à une diminution sur les prix du loyer.

Après de longues négociations, la Compagnie a déclaré qu'elle était disposée à augmenter son matériel, mais qu'en présence de la cherté croissante des matières premières, de l'élévation des salaires, laquelle ne semble pas encore devoir s'arrêter, il lui était impossible de consentir à une diminution sur le taux du loyer, et qu'elle préférerait renoncer à son entreprise plutôt que de s'exposer aux chances de perte qu'elle entrevoyait.

J'ai vainement insisté; la Compagnie est restée inébranlable dans ses résolutions.

Il ne restait plus au Gouvernement qu'à choisir entre les deux partis suivants :

1^o Prolonger immédiatement de vingt ans le marché en vigueur, afin d'obtenir le supplément de 3,550 lits nécessaire pour le coucher régulier des troupes.

2^o Attendre l'expiration du contrat actuel; reprendre alors, à dire d'experts, le matériel de la Compagnie, ainsi que le stipule cet acte, lui donner l'extension voulue et le faire exploiter en régie pour le compte de l'État.

Dans le premier cas, l'armée serait, en fort peu de temps, en possession du complément de lits qui lui est indispensable, et il n'en résulterait qu'une faible augmentation de dépense pour l'État, ainsi que je le démontrerai plus loin.

Dans la seconde hypothèse, au contraire, on prolonge pendant plus de quatre années une situation fâcheuse. De plus, on fait sortir des caisses de l'État une somme de plus de trois millions nécessaire pour la reprise du matériel et pour lui donner l'extension qu'exige le service.

Je dis que la situation se prolongera pendant plus de quatre ans, parce que, même en supposant qu'il soit décidé que le service sera repris par l'État, on ne pourrait, sans s'exposer aux plus graves difficultés administratives, faire confectionner les 3,550 lits nécessaires et les mettre en service avec les literies de la Compagnie, avant la reprise de celles-ci.

J'ajouterai que le loyer annuel de 15 et de 20 francs n'est pas trop élevé, puisque déjà en 1855, les Chambres, d'accord avec le Gouvernement, ont jugé

qu'il était préférable de confier l'entreprise des lits militaires à l'industrie privée. Or, depuis 1855 la valeur des matières premières et la main-d'œuvre ayant considérablement augmenté, il est fort douteux que l'État trouverait avantage à prendre le service des lits en régie.

Le Gouvernement a mûrement examiné la question; il a reconnu que, sous tous les rapports, la première hypothèse présente la solution la plus conforme aux intérêts de l'État et de l'armée. Il a donc résolu de s'y arrêter et de soumettre à la Législature un projet de loi qui l'autorise à passer avec la Compagnie un nouveau marché de 20 ans, et à porter de 24,450 à 50,000 le nombre des lits à une place.

Les 5,550 lits à fournir représentent, au taux de 15 francs, un loyer annuel de 83,250 francs. Cependant il ne faudra pas grever le Budget d'une somme équivalente. La mise en service de ces lits amènera sur d'autres branches du casernement des économies sensibles qui réduiront considérablement cette dépense. Ainsi le nombre de journées d'occupation des demi-fournitures de l'État sera diminué de plus de moitié. Comme conséquence, les dépenses de lavage, de réparation et de renouvellement des sacs à paille, couvertures, etc., éprouveront une réduction notable. Enfin, le maximum des lits des villes, en service, étant descendu à 7,000, les journées d'occupation de ces lits prévues au Budget actuel peuvent être diminuées.

Dans ces conditions, l'article 24, casernement des hommes, du Budget de 1872, pourra être modifié ainsi qu'il suit :

BUDGET DE LA GUERRE POUR L'EXERCICE 1872.

ART. 24. — Casernement des hommes.

Loyer des fournitures appartenant à la Compagnie des lits militaires.

Litt. A.	{	1,200 lits à 2 places, à 20 francs	
		par lit. fr.	24,000 »
		50,000 lits à 1 place, à 15 francs	
		par lit.	450,000 »
			<hr/> 474,000 »

Fournitures appartenant aux communes.

Litt. B.	{	2,600,000 journées d'occupation des	
		fournitures appartenant aux communes, à raison de 5 centimes. .	130,000 »
			<hr/> 604,000 »
		A REPORTER. . . fr.	604,000 »

REPORT. . . fr. 604,000 »

Fournitures appartenant à l'État.

Litt. C.	{	807,188 journées d'occupation des fournitures appartenant à l'État, à raison de 2 centimes	16,145 76
----------	---	--	-----------

Dépenses diverses.

Litt. D.	{	Lavage de couvertures, sacs de campement et menues réparations	3,856 24
		Renouvellement de couvertures et de sacs de campement, achat de toiles à traversin, de tentes pour les bivacs, de matelas, draps de lit, laines et couchettes	36,000 »
			39,856 24

TOTAL. . . fr. 660,000 »

L'allocation du Budget de 1872 est de. 645,500 »

En conséquence, les 5,550 lits en plus n'entraîneront qu'une augmentation de dépense de fr. 14,500 »

Toutefois, ces lits ne pouvant être achevés et mis en service que vers la fin de l'année, aucune augmentation ne devra être supportée de ce chef par le Budget de 1872.

Il est à remarquer que l'article 24 établi ci-dessus pour une quantité de 31,200 lits militaires est encore de 78,500 francs inférieur à celui du Budget de 1856, qui ne comprenait que 20,900 lits et s'élevait à la somme de 738,500 francs.

L'augmentation de 14,500 francs sera du reste compensée en partie par la suppression presque complète des déplacements de lits militaires, que l'insuffisance du matériel rend si nombreux, et dont les frais s'élèvent en moyenne, dans les temps ordinaires, à 10 ou 12 mille francs par an.

Les développements qui précèdent expliquent et justifient le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations de la Législature; ils en déterminent aussi le caractère d'urgence.

J'espère, Messieurs, que votre sollicitude pour le bien-être du soldat vous engagera à l'accueillir favorablement.

Le Ministre de la Guerre,

GUILLAUME.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre de la Guerre :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à passer dès à présent, avec la Compagnie des lits militaires, un nouveau contrat pour la fourniture et l'entretien des lits nécessaires au coucher des troupes, au prix maxima de quinze francs (15 francs), par an pour chaque lit à une place et vingt francs (20 francs) par an pour chaque lit à deux places.

Ce contrat prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1800 soixante-seize, date de l'expiration de celui qui a été passé le 6 août 1855 en exécution de la loi du 4 juin de la même année.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à stipuler que le nombre de lits à une place, fixé à 24,450 par le contrat du 9 août 1855, sera porté à trente mille à partir de la date à déterminer par le nouveau contrat.

Le loyer de 5,550 lits nouveaux que la Compagnie fournira sera payé à partir du premier jour du mois qui suivra leur mise en service.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 1872.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

GUILLAUME.